



Financé par l'union européenne

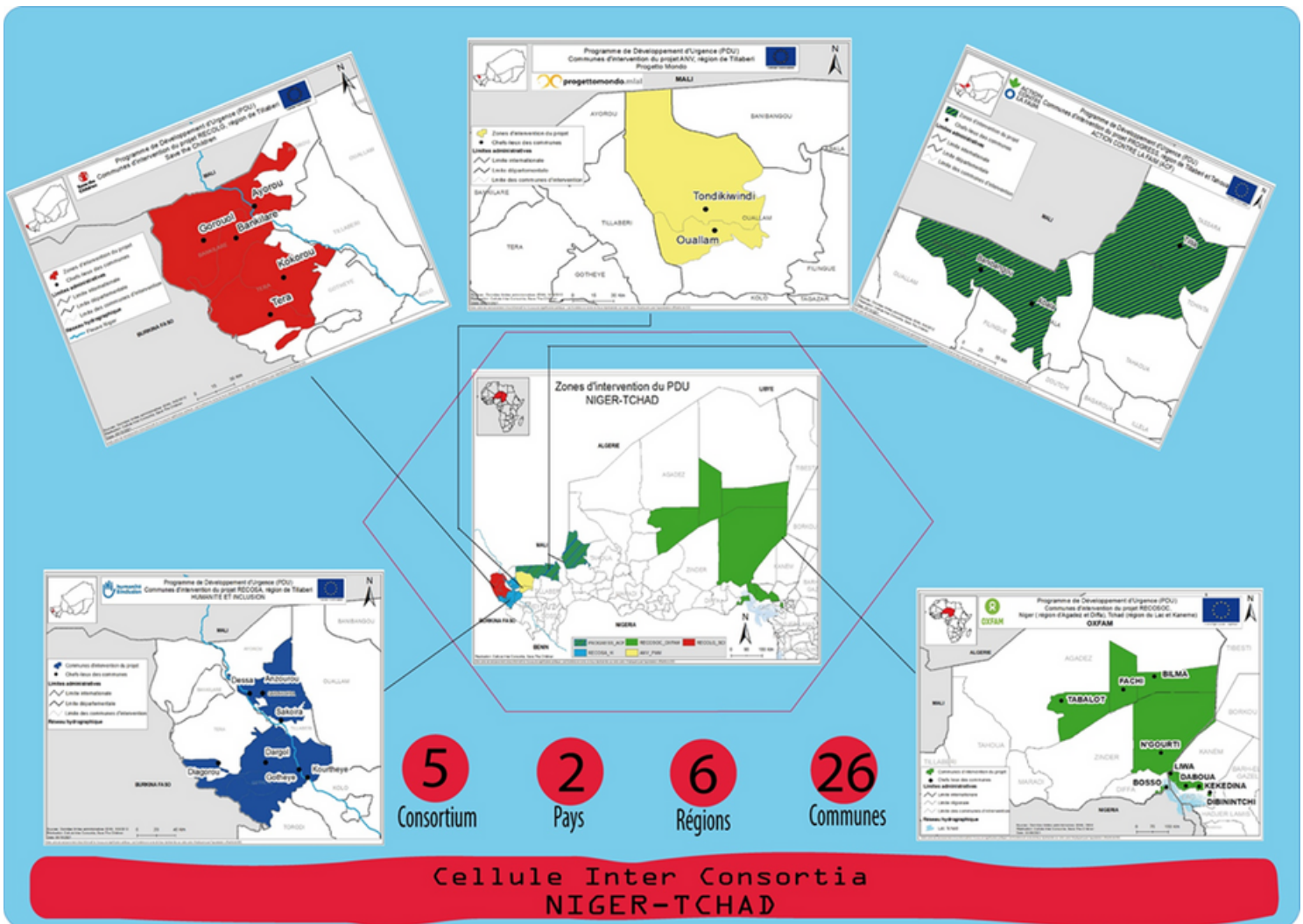


PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT D'URGENCE PDU NIGER / TCHAD

NEWSLETTER

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA CELLULE INTER CONSORTIA N°9

Avril - Mai - Juin 2023



Les OSCs partenaires du PDU-UE sont au cœur de l'appui des personnes les plus pauvres dans les zones fragiles affectée par l'insécurité au Niger et au Tchad à travers une réponse flexible et adaptée à l'urgence.



ACTIVITÉS DE L'INTER CONSORTIA

p3-p4

- 2ème réunion du comité technique du PDU-EU
- Participation de la CI au COPIL du RECOSOC au Tchad

ACTU DES CONSORTIA

p5-p9

FUSEAU OUEST : RÉGION DE TILLABERI ET TAHOUA

- Tillabéri : Les leaders communautaires renforcent leur capacité en prévention et gestion non violente des conflits (ANV).
- Tillabéri : Des réhabilitations pour une meilleure santé de la population (RECOSA)
- Tillabéri : La gouvernance locale inclusive dans les communes d'intervention du projet RECOSA au Niger (RECOSA)
- Tillabéri/Tahoua : Plaidoyer pour le financement de la nutrition dans les communes de Tillia, Abala et Banibangou (PROGRESS)

FUSEAU EST : RÉGION D'AGADEZ, DIFFA AU NIGER ET PROVINCE DU LAC ET DU KANEM AU TCHAD

- Province du Lac : Cohésion sociale : les ruptures du jeûne de ramadan « Iftar » communautaires et collectives.
- Tchad/Province du Lac : Vulgarisation de la résolution 1325 des Nations Unies et du Plan d'action national au niveau local.

LE PDU-UE DU POINT DE VUE DE SES ACTEURS: IMPACTS ET CHANGEMENTS

p10-p12

- Récits et témoignages.



Crédit photo: CI-PDU

Le jeudi 18 mai, s'est tenue la deuxième réunion technique du Programme de Développement d'Urgence (PDU-UE) Niger-Tchad, financé par l'Union européenne. Cette réunion a permis d'évaluer les résultats obtenus à mi-parcours du programme et a été marquée par trois allocutions importantes.

Mme SAOU MUSOKO Assia, Directrice des Programmes représentant la Directrice pays de Save The Children (SCI) Niger, a ouvert la cérémonie en accueillant chaleureusement les participants au nom de la cellule inter consortia coordonnée par SCI. Elle a souligné l'importance que revêt cette rencontre aussi bien pour la continuation de la collaboration que le programme entretient avec le Gouvernement nigérien que pour la durabilité des actions menées dans le cadre de ce programme. Elle a également adressé ses remerciements aux organisations membres de l'inter-consortia pour leur engagement envers les populations vulnérables, les autorités politiques du Niger et l'Union européenne. La Directrice des programmes a souhaité que « **le Programme de Développement d'Urgence- UE (PDU-UE) soit à la fois un modèle de conception et une expérience réussie de mise en œuvre du nexus humanitaire-développement-paix, mais aussi un exemple d'intégration et de promotion du travail en consortium afin de contribuer avec efficacité et efficience à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones concernées.** »

Dans son allocution **Mme Eva ATANASSOVA**, Team leader Gouvernance et représentante de la Délégation de l'Union européenne, a abordé de la mise en œuvre de ce programme complexe, qui a débuté en 2020 et se poursuit jusqu'en 2024 dans un contexte sécuritaire dégradé. Elle a souligné que le « **programme développe une approche qui met en exergue la résilience et la cohésion sociale des populations tout en consolidant les dynamiques de nexus avec les acteurs d'urgences. Il s'agit d'un programme désigné à l'appui des efforts de l'État, déployés sur tout le territoire, que nous suivons de près et accompagnons. Il cible prioritairement les populations les plus vulnérables des communautés de quatre (4) régions, visant plus de onze mille deux cent vingt (11250) ménages très pauvres qui bénéficient d'un paquet d'appui multisectoriel.** » Elle a également rappelé l'objectif du PDU-UE, qui vise à accroître les capacités des populations et des services étatiques pour faire face à l'insécurité alimentaire et aux chocs sécuritaires. Elle a souligné l'importance d'articuler les activités de cohésion sociale avec les actions de renforcement de la résilience, de la gouvernance et de la protection sociale afin de contribuer à la paix et à la stabilité.

M. Niandou DAOUDA, Secrétaire Général adjoint du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, a exprimé toute sa satisfaction de voir se tenir cette seconde session du Comité Technique du Programme de Développement d'Urgence (PDU-UE) Niger- Tchad. Il note que le plaisir qu'il ressent en s'adressant aux participants est à la mesure de l'intérêt que le gouvernement du Niger accorde à l'initiative de la stabilisation des régions frontalières marquées par une dégradation continue des conditions sécuritaires. Il a rappelé que « **les actions du PDU-UE s'alignent parfaitement aux politiques publiques et aux programmes prioritaires tels que définis par le Plan de Développement Économique et Sociale du gouvernement en matière d'initiative de stabilisation.** » Selon le SGA, cet accompagnement constitue un apport complémentaire substantiel aux programmes de renforcement des capacités et de relèvement du niveau de résilience des communautés vulnérables dans les zones les plus difficiles d'accès et concernées par l'insécurité. En concluant son intervention, il a rappelé les quatre (4) axes sur lesquels sont fondés l'initiative de stabilisation au Niger : la sécurité et le droit humain, les services sociaux de base, les moyens économiques et la cohésion sociale. Il souligne que « **les actions du PDU-UE s'inscrivent dans les trois axes à savoir : les services sociaux de bases, les moyens économiques et la cohésion sociale, toute chose qui contribue à la renaissance des communautés ayant vécu les âpres de l'insécurité dans nos 4 régions.** »



Après les discours d'ouverture, **les membres du Comité Technique**, issus des Ministères clés et des institutions partenaires du PDU-UE tels que le ministère de l'intérieur et de la décentralisation, le ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, la santé, l'agriculture, l'élevage, le MAHGC, HCI3N, DNGPCA, etc., ont été conviés à une présentation approfondie de la cellule inter consortia ainsi que des coordinateurs des 5 consortia (RECOLG, PROGRESS, RECOSA, ANV, RECOSOC). Cette présentation a mis en lumière les résultats obtenus dans les 6 régions et à travers les 5 domaines de changement, à savoir la protection sociale, l'accès aux services sociaux de base (santé, nutrition), les moyens d'existence résilients, l'appui à la gouvernance locale et la cohésion sociale. Les membres du comité ont ensuite engagé des échanges constructifs avec les coordinateurs en posant une variété de questions pertinentes et en fournissant des orientations claires dans le but d'assurer la durabilité des actions entreprises. Ces échanges ont abouti à la formulation d'une série de recommandations, tant pour les consortiums que pour les membres du comité. Ces recommandations seront réexaminées lors de la prochaine session du comité, afin de continuer à orienter et à renforcer les efforts en cours.

PARTICIPATION DE LA CELLULE INTER-CONSORTIA AU COPIL RECOSOC DU TCHAD



La réunion du Comité de Pilotage (COPIL) tenue le 4 mai 2023 a été marquée par la présence distinguée des Directeurs Pays et Programmes d'Oxfam au Tchad, de CARE International au Tchad, ainsi que par la participation de la Coordinatrice de la Cellule Inter-Consortia et du Directeur pays d'International Alert, venus de Niamey. Un représentant éminent de la Délégation de l'Union européenne au Tchad, le Responsable MESA d'Oxfam, et l'équipe de coordination du Consortium RECOSOC étaient également présents.



À l'issue de la présentation du coordinateur du consortium et d'une brève présentation de la cellule, ainsi que de discussions approfondies, les participants ont formulé plusieurs recommandations importantes, soulignant l'engagement résolu envers le succès et la continuité des initiatives. Ces recommandations englobent divers aspects stratégiques pour renforcer l'efficacité des actions en cours :

1. Elaborer un guide de mise en place des réseaux de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix ;
2. Partager ce guide à International Alert pour relecture et validation ;
3. Elaborer un guide pour prise en compte de la sensibilité conflits dans les activités ;
4. Préparer une stratégie de sortie qui capitalise les acquis et leçons apprises ;
5. Créer un tableau de répartition en sexe et âge pour toutes les activités ;
6. Faire un suivi du pourcentage des femmes aux postes nominatifs ;
7. Impliquer le ministère de la Réconciliation nationale et le point focal du projet à toutes les activités, particulièrement sur la contextualisation de l'argumentaire religieux en faveur de la paix ;
8. Faire le suivi et redynamiser la plateforme transfrontalière pour le partage d'informations sécuritaire ;
9. Elaborer un guide de collecte de témoignage pour le consortium ;
10. Capitaliser les acquis, formations sur le nexus et s'inspirer de l'expérience du Niger.

C'est ainsi, sur une note positive, que la réunion du COPIL s'est clôturée. En effet, le Consortium RECOSOC arrive à son terme en décembre 2023. Cette rencontre a non seulement souligné l'importance de ces recommandations pour la clôture réussie du projet, mais elle a également témoigné de l'engagement indéfectible envers la consolidation de la paix et le développement durable dans la région.



TILLABERI : LA GOUVERNANCE LOCALE INCLUSIVE DANS LES COMMUNES D'INTERVENTION DU PROJET RECOSA AU NIGER

Contribuer à asseoir une gouvernance participative et inclusive au niveau local, renforcer les capacités des membres des CSC sur le contrôle citoyen de l'action publique, appuyer les CSC à élaborer des plans d'action sur les mécanismes de redevabilité citoyenne, tels sont entre autres les objectifs de la tenue d'un atelier de formation des membres des CSC au sein de la mairie de la commune rurale de Sakoira.



Humanité & Inclusion à travers son volet Gouvernance et Gestions des Risques et Catastrophes dans le cadre du projet RECOSA, a procédé à la mise en place des membres du Conseil de Suivi Citoyens (CSC) à travers un atelier qui s'est tenu au sein de la mairie de Sakoira.

Il s'agit à travers cet atelier de renforcer la capacité des membres de CSC pour leur pleine participation dans la gestion des municipalités, de les outiller pour une meilleure compréhension de leur rôle dans la gestion des actions des collectivités et politique publique, mais aussi pour que le mécanisme de redevabilité citoyenne marche au niveau des communes.

L'objectif général assigné à cette activité est de contribuer à asseoir une gouvernance participative et inclusive au niveau local. Au total, 5 CSC seront mis en place dont un par commune d'intervention du projet RECOSA. Ces membres sont des représentants de toutes les structures sociales de base communautaire (agriculteurs, éleveurs, groupement de femmes, de jeunes et de personnes handicapées, etc...) ; ce qui signifie que le nombre varie d'une commune à une autre. Leur rôle principal est de permettre la participation de tous les citoyens dans le cadre de la gouvernance locale, le suivi de l'action publique, d'intermédiation entre les habitants et les dirigeants, d'aider les communes à la sensibilisation et à la mobilisation des ressources.

Ainsi durant 72h, les membres du CSC seront outillés sur leur rôles et responsabilités, le processus de la décentralisation, le conseil municipal et son fonctionnement, la gouvernance locale, la redevabilité, le plaidoyer et enfin l'élaboration d'un plan d'action sur le mécanisme de redevabilité citoyenne.

Une formation qui vient à point nommé comme le témoigne Z.B président du CSC de la commune de Sakoira :

« A travers cette formation, nous avons beaucoup appris grâce aux thématiques qui nous ont été dispensées, et surtout c'est grâce à cette formation que nous avons appris l'existence de certaines lois sur la gouvernance locale (articles 15 et 80). Ce sont des articles qui n'ont pas été vulgarisés au niveau de la population, ce qui fait qu'il



n'y a pas de transparence dans la gestion. L'une des plus grandes préoccupations de la commune de Sakoira que nous allons attaquer dès la fin de cet atelier, c'est sur l'incivisme fiscal et la mobilisation des ressources. Nous sommes l'intermédiaire entre la commune et la population, et chacun d'entre eux a des droits et des devoirs qu'il est tenu de respecter et que nous veillerons à ce que ça le soit. Déjà l'engagement commence par nous, à la fin de cet atelier, tous les membres de ce conseil ont pris l'engagement de s'acquitter de leur dette d'impôts. »

Une formation qui va au-delà de ces espérances, et qui montre un réel déficit d'informations au niveau des populations rurales comme l'illustre ce témoignage de S.A, représentante du groupement des femmes de Namari Goungoun :



« Grâce à cette formation organisée par le projet RECOSA, j'ai su beaucoup de choses que je ne savais pas tout au long de ma vie. Par exemple, pour moi, il fallait que l'enfant vienne en classe de 3e pour qu'on lui fasse la nationalité, je ne savais pas que dès la naissance on pouvait lui faire ça. Et je ne suis pas la seule, toutes les femmes de mon groupement pensaient ainsi. »

Des efforts du projet RECOSA qui sont à saluer énormément selon la Mairesse de la commune rurale de Sakoira M.AM :

« la citoyenneté était quelque chose que les gens avaient laissée. La commune rurale de Sakoira est confrontée à un problème d'incivisme fiscal, par exemple en 2023 seulement la Commune devrait recouvrir 14.000.000f... que nous n'arrivons pas à collecter,



justement dû au manque de suivi citoyens des actions de la mairie et l'acquittement des devoirs de la population. C'est un soulagement pour nous que ce comité soit mis en place pour améliorer notre communication avec la population. A la fin de la formation que RECOSA a organisé à leur endroit, c'était avec une fierté qu'ils ont payés leurs impôts et avec des impayés de 2021 et 2022. Dès là nous constatons l'impact de cette activité, sur la gestion de notre commune. Et espérons voir cet impact sur l'amélioration de la relation entre la population et la commune ».

TILLABERI : DES RÉHABILITATIONS DES CENTRES DE SANTÉ POUR UNE MEILLEURE SANTÉ DE LA POPULATION (RECOSA)

Renforcer la qualité des services de santé, améliorer les conditions de travail des agents de santé pour une meilleure prise en charge, et améliorer les indicateurs de santé font partie des objectifs de la réhabilitation et de la mise à niveau des structures de santé dans la zone d'intervention du projet RECOSA.



La plupart des structures de santé dans la zone du projet RECOSA se trouvent dans un état avancé de délabrement. Elles manquent d'équipement et de personnel pour répondre adéquatement aux besoins de santé de la population. Certaines de ces structures ont été construites dans les années 90 et n'ont pas bénéficié d'un entretien régulier pour garantir leur pérennité. Cela entraîne des difficultés dans l'offre de services de soins de santé et ralentit le travail du personnel de santé. Les principaux problèmes identifiés sont liés à l'assainissement, à l'accès à l'eau et à l'électricité.

A.D chef du CSI de Djoubourga dans la commune de Dargol, témoigne : "Notre CSI était confronté à de sérieux problèmes. Le sol était dégradé, le plafond commençait à moisir, les murs étaient fissurés, nous n'avions pas d'eau et l'électricité n'était pas disponible dans tous les bâtiments, sans parler des difficultés lors de la saison des pluies."



Étant donné ce contexte, ainsi que le fait que la santé est un besoin fondamental pour les populations, le projet RECOSA, à travers MdM-B, a entrepris la réhabilitation et la mise à niveau des CSI dans sa zone d'intervention. L'objectif de cette activité est de renforcer la qualité des services de santé, d'améliorer les conditions de travail des agents de santé pour une meilleure prise en charge, et d'améliorer les indicateurs de santé.

L'exemple d'un accouchement sans un accès à l'eau dans la structure de santé illustre l'un des nombreux obstacles à la fréquentation des structures de santé par la population. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de réhabiliter et de mettre à niveau ces structures en termes d'installations sanitaires, ainsi que de résoudre les problèmes liés à la disponibilité de l'eau et de l'électricité nous explique **Dr K.M, chef de projet MdM-B/RECOSA.**

M.H, président du COGES de Bonféba le confirme : *"Nous sommes extrêmement satisfaits de la réhabilitation de notre CSI. Auparavant, nous vivions un véritable calvaire, car l'endroit était sale, dépourvu d'eau et d'électricité, et le bâtiment se détériorait jour après jour, malgré ses presque 20 ans d'existence. Les femmes préféraient accoucher chez elles, car il n'y avait ni eau ni électricité au CSI.*

Même pour les accompagnants, rester dans la salle était difficile, sans parler de celles qui accouchaient.

Les accouchements nocturnes se faisaient à l'aide de lampes torches. Heureusement, tout cela est désormais du passé grâce au projet RECOSA. Le CSI a été entièrement rénové, avec l'installation de systèmes d'eau et d'électricité. Désormais, les gens viennent réellement se faire soigner ici. C'est un changement remarquable et très apprécié par la communauté."



Au total, six CSIs ont été réhabilités, dont trois dans la commune de Sakoirra et trois dans la commune de Dargol. Ce nombre s'explique par l'inaccessibilité de certains CSIs en raison de l'insécurité, ainsi que par la réhabilitation déjà effectuée par d'autres partenaires intervenant dans la même zone.



LE PLAIDOYER POUR UNE PRISE EN CHARGE INTÉGRÉE DE LA MALNUTRITION PAR LES AUTORITÉS LOCALES DANS LES COMMUNES DE TILLIA, ABALA ET TILLABÉRY LE 25 ET 26 MAI 2023.

Face à la persistance de la malnutrition aiguë et chronique au Niger, des engagements ont été pris depuis une quinzaine d'années avec l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, plans et outils sectoriels et multisectoriels pour sa prise en charge par les autorités locales et nationales avec le soutien des partenaires étatiques et financiers. Cependant les financements sont soumis à de nombreuses priorités concurrentes dans le monde comme au Niger, où l'extension des zones de conflits aux frontières entraîne des difficultés dans l'accès aux services des populations et l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes demeure un défi.

Selon la SMART 2022, la situation nutritionnelle au Niger restait préoccupante malgré une légère baisse du taux de malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de 6 à 56 mois au niveau national passant de 12,7% en 2020 à 12,2% en 2022 avec 2,4% des enfants qui souffrent de malnutrition sévère (MAS). L'approche proposée par le projet Progress - Programme de Résilience et de cohésion Sociale au Sahel - financé par l'Union Européenne et mis en œuvre au Niger par les ONG ACF, ACTED, Adkoul et Search for Common Ground, est d'offrir des services de détection, de soins et de prise en charge en collaboration avec les services sanitaires locales accompagné par un plaidoyer pour un engagement croissant de l'Etat pour mobiliser toutes les ressources possibles afin de sauver la vie des enfants.

L'atelier a commencé par décrire la situation nutritionnelle dans les communes de façon spécifique avec les objectifs de renforcer la capacité des équipes de projet sur le plaidoyer, le suivi et l'accompagnement des communes pour la mobilisation des ressources en faveur de la nutrition, de décrire l'impact de la nutrition sur le développement socioéconomique (pertes et bénéfices), de démontrer la nécessité d'investir dans la nutrition (interventions clés et retour sur investissement) et de susciter l'intérêt des décideurs locaux pour le financement de la nutrition dans toutes ses dimensions.

La rencontre a eu lieu sur 2 jours. La première journée a été consacrée uniquement à la formation des équipes du Projet sur le plaidoyer et l'utilisation de la grille d'analyse. A la suite de la formation les équipes ont effectué un travail d'analyse des PDC et PIA des différentes communes à l'amont de la rencontre avec les autorités. Le deuxième jour a été consacré à la réflexion et sensibilisation des décideurs sur la nécessité d'intégrer la prise en charge de la malnutrition dans les PDC.

A la fin de l'atelier des engagements formels ont été pris par les autorités pour le financement de la prise en charge de la malnutrition à travers les PDC et les PIA.

Une implication renforcée des autorités et des personnes de bonnes volontés à tous les niveaux devient urgente. A travers cette atelier de plaidoyer le projet souhaite renforcer les capacités techniques des mairies à devenir de moins en moins dépendantes des partenaires techniques et financiers dans la prévision et la conduite de leurs activités en lien avec la Santé et la Nutrition.

L'élaboration des nouveaux Plans de Développement Communaux (PDC) et des Plans d'Investissements Annuels (PIA) représenté une opportunité pour sensibiliser les autorités locales à la problématique de la malnutrition, tout en s'assurant que les activités de prise en charge de la malnutrition soient intégrées de façon effective dans les projets revus de PIA et des PDC.

Les budgets des communes étant souvent limités, une réflexion a été menée concernant la priorisation des ressources et des paquets d'interventions.

L'ONG ACF a proposé à ce titre un atelier de réflexion et de travail sur l'intégration de la problématique nutritionnelle dans les PIA et PDC des 3 communes de Banibangou, Abala et Tillia. Cet événement a rassemblé des responsables locaux (Préfets, Maires, Secrétaires Généraux des Mairies, les services techniques) ainsi que les acteurs de mise en œuvre du PROGRESS.



ACTUS DES CONSORTIA: FUSEAU OUEST

TILLABERI : RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE : FORMATION DES LEADERS RELIGIEUX ET COMMUNAUTAIRES POUR LA PRÉVENTION ET LA GESTION NON-VIOLENTE DES CONFLITS (ANV)

Dans le cadre des activités du projet "Améliorons Nos Vies" (ANV), Progettomondo a organisé une série de formations du 16 mai au 06 juin 2023 à Ouallam, visant à renforcer les capacités de 220 leaders religieux et communautaires dans le domaine de la prévention et de la gestion non-violente des conflits.

L'objectif de cette formation était d'approfondir leur compréhension des valeurs et concepts liés à la prévention et à la gestion pacifique des conflits. Avant cette série de formations, une session initiale avait été organisée pour former l'équipe projet basée à Ouallam en tant que formateurs. Au cours de cette première session, les modules ont été dispensés avec une attention particulière aux échanges avec l'équipe du projet, afin d'assurer une maîtrise du contenu théorique ainsi que des exercices pratiques inclus.

Les participants ont été outillés sur les fondements et mécanismes de la prévention et de la gestion des conflits, afin qu'ils soient des acteurs de diffusion de ces mécanismes au niveau de leurs terroirs et communautés en adoptant des attitudes propices à la prévention et à la gestion pacifique des conflits. L'objectif était de favoriser une société où des individus de diverses origines ethniques, culturelles et religieuses puissent coexister et collaborer dans un environnement de respect mutuel et de compréhension.

Selon les participants, cette formation a considérablement amélioré leur compréhension des avantages de la cohésion communautaire, des valeurs et des concepts liés à la prévention et à la gestion des conflits, ainsi que des notions de genre et des concepts associés. Ils ont également acquis des compétences en analyse des conflits, écoute active, communication non-violente et prévention de la gestion des ressources foncières au Niger. Cette formation a été dispensée à travers une approche participative et interactive, encourageant les échanges et discussions entre les participants pour renforcer leurs capacités.

Rappelons que le projet, «Améliorons Nos Vies » est financé par de l'Union européenne à travers le Fond Fiduciaire d'Urgence (FFU) ; il fait partit du Programme de Développement d'Urgence Niger (PDU-UE) et est mis en œuvre par un consortium de 10 ONGs aux Burkina Faso et au Niger dont l'ONG #Progettomondo est le lead.



ACTUS DES CONSORTIA: FUSEAU EST

PROVINCE DU LAC : LE DÉPARTEMENT DE FOULI S'ENGAGE DANS LA VULGARISATION DE LA RÉOLUTION 1325 DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (FPS) ET DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 AU NIVEAU LOCAL(RECOSOC)

Conformément à la Résolution 1325 des Nations Unies, qui a été ratifiée par le Tchad ainsi que par d'autres pays à travers le monde en l'an 2000, et conformément à son Plan d'Action National 1325 adopté en janvier 2023, le projet RECOSOC a élaboré un plan d'action dans le cadre de sa stratégie de Plaidoyer et d'Influence. Cette stratégie a pour ambition, d'ici 2023, de renforcer la participation des femmes, des jeunes et des personnes déplacées internes dans la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles.

Dans la perspective de matérialiser cet objectif stratégique, entre le 17 et le 20 Mai 2023, les équipes du projet ont organisé un atelier de renforcement des capacités portant sur la Résolution et le Plan d'Action National 1325 à Liwa. De plus, la production et la diffusion de deux émissions publiques et interactives sur ce thème avec les parties prenantes ont eu lieu à Baloul et Djaouné.

ACTUS DES CONSORTIA: FUSEAU EST

L'atelier a permis de présenter la Résolution 1325 et le PAN 1325 du Tchad aux différentes parties prenantes notamment les autorités administratives et traditionnelles, les services techniques, les OSC, leaders communautaires et religieuses afin qu'ils se l'approprient et les vulgarisent à leur tour. A cette occasion, il a été aussi présenté d'autres documents dont les Résolutions antérieures et postérieures à la 1325 et le Processus d'élaboration du Plan d'Action National 1325 Tchad. 3 points focaux dont une femme, se sont portés volontaires pour faire la promotion des documents Résolution 1325 et PAN 1325.

A la suite de cet atelier, deux émissions publiques interactives ont eu lieu à Baloul le premier jour et à Djaouné le second jour. Le déroulement de ces émissions a connu la diffusion des messages de paix en arabe local, en kanembou et en Boudouma afin de sensibiliser davantage les communautés des villages visités. Ensuite la présentation d'une pièce théâtrale sur la participation des femmes à la gestion de conflits et pour le maintien d'une

paix durable a permis au public de s'imprégner de la thématique objet des échanges. Ces émissions publiques et interactives dans les villages de Baloul et Djaouné ont touchées 131 hommes, 280 femmes, 70 filles et 62 garçons. Une phase de questions-réponses a permis de remettre des lots d'encouragement à 11 personnes.



TCHAD : LE RECOSOC A ORGANISÉ DES « IFTAR » INTER ET INTRACOMMUNAUTAIRE POUR RENFORCER LA COHESION SOCIALE (ARTICLE RECOSOC)

Après 29 jours de jeûne et à quelques heures de la fête de ramadan, les communautés des sous-préfectures de Liwa et Daboua ont organisé/réalisé une première fois les ruptures du jeûne de ramadan « Iftar » communautaires et collectives avec l'appui technique et financier d'Oxfam dans le cadre des activités d'appui aux initiatives de cohésion sociale/consolidation de la paix grâce au projet « Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad » en abrégé "RECOSOC".

La soirée Iftar du 19 avril 2023, organisée par les communautés avec l'appui du projet, a été marquée par la prière et la prédication sur la cohabitation pacifique par les leaders religieux (imams et pasteurs) respectivement à Liwa et Daboua en se référant aux saintes écritures (le Coran et la Bible).

Ensuite des messages de sensibilisation sur la paix ont été prononcés respectivement par les représentants des jeunes, des femmes, des personnes âgées, des corps militaires et des déplacés en langues kanembou et Boudouma. La grande prière avant la rupture a été faite par les imams de Liwa et Daboua. Ces messages de paix ont été livrés sur la base des argumentaires religieux qui prônent le vivre-ensemble, l'amour fraternel et l'unité gages d'une paix durable. Pour les leaders religieux : « chrétiens et musulmans pratiquent la même religion qui est celle de leur ancêtre Abraham et ont un ennemi commun qui est appelé Satan ou iblis en Arabe local ». Satisfaites et reconnaissantes, les autorités administratives sollicitent davantage l'appui du projet RECOSOC pour réitérer cette initiative locale de paix afin de consolider les liens entre les différentes communautés du département de Foulfoul.

Enfin l'Iftar communautaire et collectif s'est terminé avec le partage des repas de fraternité de toutes les communautés sœurs aux côtés des communautés musulmanes de Liwa et Daboua, pour montrer que la cohabitation pacifique est un acte pieux qui brise les frontières religieuses, socio-culturelles et connecte les différentes communautés à la Paix divine.



A travers l'Iftar 2023, le RECOSOC a créé un environnement favorable pour des échanges autour des argumentaires religieux afin de contribuer à renforcer la cohabitation pacifique entre les différentes confessions religieuses. Deux sessions de sensibilisation de masse sur la paix et le vivre-ensemble au profit des différentes confessions religieuses ont été réalisées, une à Liwa et l'autre à Daboua et ont permis de toucher 500 personnes dont 250 hommes, 200 femmes et 50 jeunes. Les institutions locales ont été encouragées à développer des initiatives qui favorisent les échanges positifs entre les communautés pour renforcer la cohabitation pacifique.

Pour rappel, le projet « Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Tchad et du Niger » est piloté par un consortium de partenaires dont Oxfam, CARE International, International Alert, ARDEK, Help Tchad et H.E.D Tamat. Il est financé par l'Union Européenne et fait partie du Programme de Développement d'Urgence Niger Tchad, pour des interventions multisectorielles de résilience et de cohésion sociale intégrant de façon transversale le genre et la sensibilité aux conflits au bénéfice des communautés cibles dans les deux pays. L'objectif global de cette action vise à contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la cohésion sociale dans les régions les plus fragiles du Niger (Agadez et Diffa) et du Tchad (Kanem et Lac).

AGADEZ : HISTOIRE DE VIE DE Z.A.B HABITANTE DE FACHI



“Je m'appelle Zara Aladji Bakou, native et habitante de Facchi, j'ai 55 ans et suis mère de 7 enfants. J'avais arrêté l'école en classe de CM2 après le CFPD car je n'avais pas eu la bourse. Après cela je me suis mariée et me suis aussi activement engagée dans la vie active et associative. Je suis actuellement secrétaire de l'Association des Femmes du Nigeria et j'ai été conseillère municipale de 2010 à 2020. En 2007, motivée par l'apprentissage d'un métier, je me suis inscrite en cours de couture.

Après ma formation, j'ai ouvert mon propre atelier de couture. J'ai directement été confronté au problème de matériel car on se ravitaillait à Agadez. Avec la venue du projet RECOSOC à Fachi, je suis passé d'une à cinq machines à coudre. Avec cela j'ai formé 20 autres femmes à la couture, et nous travaillons avec ces femmes ici à l'atelier. Grâce à notre travail nous avons eu des bénéfices dans notre caisse et 4 femmes ont emprunté de l'argent dans cette caisse pour s'acheter leurs propres machines, elles sont autonomes et ont fini de rembourser la somme empruntée grâce au bénéfice de la couture. Mes 4 apprenantes qui sont autonomes veulent à tour devenir des formatrices mais les moyens manquent pour s'acquérir les machines.

Dans mon atelier, nous confectionnons les tenues scolaires, les uniformes pour les grandes cérémonies, etc. Je reçois toujours beaucoup de demandes en formation de la part des femmes. Je souhaiterais donc ouvrir un plus grand atelier et un grand centre de formation en couture inshallah.

Je remercie beaucoup le projet RECOSOC car je suis devenue une grande formatrice en couture et une femme influente et utile à ma communauté de Fachi.”

TILLABERI : TÉMOIGNAGE DE A.H, MÉNAGE TRÈS PAUVRE DE TOLKOBOYE, DÉPARTEMENT DE OUALLAM



« Je suis Abdoulaye Harouna, originaire de la commune de Tolkoboye Koirat Tegui. J'ai bénéficié de semences composées de mil et du niébé grâce au projet « Améliorons nos vies ! » Etant détenteur d'un champ et cultivateur, cet appui a été très bénéfique pour moi. Le sol de Tolkoboye est un sol très fertile et nous faisons d'ailleurs

partir des premiers et plus grands cultivateurs du département de Ouallam.

La saison pluvieuse a été très satisfaisante, nous avons reçu les semences à temps, nous nous sommes directement lancés dans la production. Dieu merci, nous n'avons pas trop souffert car nos sols sont riches et cela nous a permis de faire une très grande récolte.

Nous avons produit une quantité assez importante de niébé et du mil, après récolte, nous sécurisons nos productions dans les hangars de stockage.

Personnellement, je divise ma récolte en deux parties, l'une pour nos propres besoins et l'autre je la vends directement, ce qui me permet d'avoir du cash sur moi pour couvrir d'autres besoins et aussi pour investir dans d'autres choses.

Avec cet argent j'ai acheté trois moutons, j'en ai quinze aujourd'hui et je ne compte pas m'arrêter là. Je me suis investi dans le commerce du bétail et pendant la tabaski, je vends les moutons puis en achète d'autres pour les élever.

Avant ANV, nous rampons, ANV nous a aidé à nous tenir debout alors nous allons demander à ANV de nous aider à marcher »

AGADEZ: TÉMOIGNAGE DE M.H DE LA COMMUNE DE TABELOT



« Je m'appelle Marho Hamid, résidente à Tabelot, veuve âgée de 35 ans ayant 5 enfants à ma charge. Avant, j'étais couturière au chômage par manque de machine à coudre. Je vivais de la solidarité des parents et des proches.

J'ai été choisie comme bénéficiaire de ce projet par le comité du village chargé de sélectionner les ménages pauvres eu égard à ma situation de vulnérabilité. Ceci m'a permis de bénéficier de 8 tours du cash inconditionnel de 32 500 FCFA chacun soit un montant total de 260 000F et une somme 112 500F à la suite des travaux du cash for Work.

A la faveur de ces appuis du projet, j'ai pu acheter une machine à coudre à 60 000 F et quelques pagens pour commencer une activité de couture en 2022. Déjà en 2020, j'ai acquis une chèvre à 27000F qui a donné à sa première mise bas une portée gémellaire de deux femelles. Actuellement grâce à cette chèvre, j'ai un noyau de 8 caprins au total. En plus j'ai aussi acheté une brebis gestante à 20 000 F et je dispose d'un poulailler de plus de 13 têtes.

Aujourd'hui, j'arrive à assurer d'une manière autonome les charges de mon ménage, ce qui nous préserve de toute mauvaise pratique.

Les enfants profitent pleinement du lait de ces animaux dont l'apport est significatif tant sur le plan économique que nutritionnel. En outre, j'assiste aussi aux séances de sensibilisations et des démonstrations culinaires au niveau de notre FARN.

Ayant bénéficié d'un renforcement sur la couture et la broderie à la main, je me suis portée volontaire pour former mes paires de notre groupement qui sont au nombre de 30 femmes en stage pour la broderie à la main (confection des draps) et quatre en couture en guise de reconnaissance au RECOSOC qui nous a guidé vers le chemin de la résilience.



Aussi, le projet nous a accompagné pour créer des groupements AVEC qui nous facilitent l'accès aux crédits pour soutenir nos activités économiques mais aussi participent à renforcer la cohésion sociale au niveau communautaire.

Je suis reconnaissante et remercie sincèrement tous ceux qui nous ont apporté cette assistance. »

TILLABERI : TÉMOIGNAGE DU MÉDECIN CHEF DU DISTRICT DE TÉRA (RECOLG)

Depuis son installation en 2020, le CONSORTIUM RECOLG a beaucoup contribué pour la bonne marche du District sanitaire de Téra.

Pour remédier à l'insuffisance des agents, il a appuyé le District dans la prise en charge de salaire des agents recrutés dans les centres de santé les plus éloignés; une prise en charge alimentaire des malades vient combler les problèmes de nourriture que les malades rencontrent au sein du District ; une intervention sur la prise en charge nutritionnelle a permis de subvenir aux besoins des enfants malnutris au CRENI ; les activités de clinique mobile ont permis de toucher et donner espoir aux populations les plus éloignées des centres de santé.

Le dépistage en masse effectué a permis de détecter et de traiter de milliers cas de malnutrition. Les activités de santé mentale, quant à elles ont permis de prendre en charge plusieurs cas de dépression post partum, de faire des activités de massage, de la relaxation, de faire la prise en charge psychosociale des enfants malnutris, des femmes enceintes, des femmes allaitantes, des personnes porteuses du VIH, des mères d'enfants de moins de 5 ans et des mères d'enfants accouchés avec quelques anomalies. Nous sommes reconnaissants et nous présentons tous nos remerciements à l'ensemble du personnel du consortium RECOLG.



LES ESPACES SÛRS POUR UN MEILLEUR AVENIR DES JEUNES FILLES ET ADOLESCENTES (RECOSA)

Contribuer à un changement social au sein des communautés sur les droits des adolescentes, et particulièrement pour lutter contre le mariage forcé et retarder les mariages et les grossesses des adolescentes, sont les principaux objectifs de la mise en place des espaces sûrs pour les jeunes filles et adolescentes des zones d'intervention du projet RECOSA.



Dans un monde axé sur les préoccupations des adultes, les adolescents et adolescentes sont souvent oubliés. Cela complexifie davantage la situation de l'enfant, au Niger.

Malgré les efforts déployés par l'État et ses partenaires en matière d'éducation et d'accès à un environnement socioculturel protecteur, le mariage des enfants demeure un défi majeur qui menace le développement du pays. De plus, d'autres facteurs tels que les migrations massives des jeunes filles et garçons des zones rurales vers les zones urbaines, les difficultés d'accès et de maintien à l'école, le chômage et la pauvreté, compliquent davantage la situation des adolescentes. Les conséquences de cette situation sont nombreuses, notamment la prévalence des mariages d'enfants, le faible taux de scolarisation des filles par rapport aux garçons, ainsi que leur faible participation à la vie socio-économique au niveau familial, communautaire et national.



C'est dans ce contexte que le projet RECOSA a lancé l'initiative des "Espaces Sûrs" afin de pallier ces contraintes, en mettant l'accent sur la prévention des mariages précoces. Ces espaces sûrs visent à promouvoir les connaissances des droits fondamentaux des jeunes filles dans les zones d'intervention au Niger. Les bénéficiaires de ces espaces sont les filles adolescentes âgées de 10 à 19 ans, qu'elles aient déjà fréquenté l'école ou non, qu'elles soient célibataires ou mariées, ou qu'elles aient un parent absent.

Cette tranche d'âge a été choisie en raison de plusieurs facteurs : ces adolescentes sont souvent négligées et victimes de violences basées sur le genre ; elles sont exposées à des risques de grossesses précoces et aux complications qui en découlent ; 70 % d'entre elles ne sont pas scolarisées et 60 % vivent dans des ménages pauvres ou très pauvres ; enfin, 75 % des filles de moins de 18 ans sont mariées, dont 01 sur 07 avant l'âge de 15 ans.

Au total, 19 espaces sûrs ont été mis en place, dont 10 dans la commune de Dargol et 9 dans la commune de Sakoira. Les modules de sensibilisation abordent divers sujets tels que les compétences de la vie quotidienne, la santé reproductive, les violences basées sur le genre, l'hygiène et la santé.

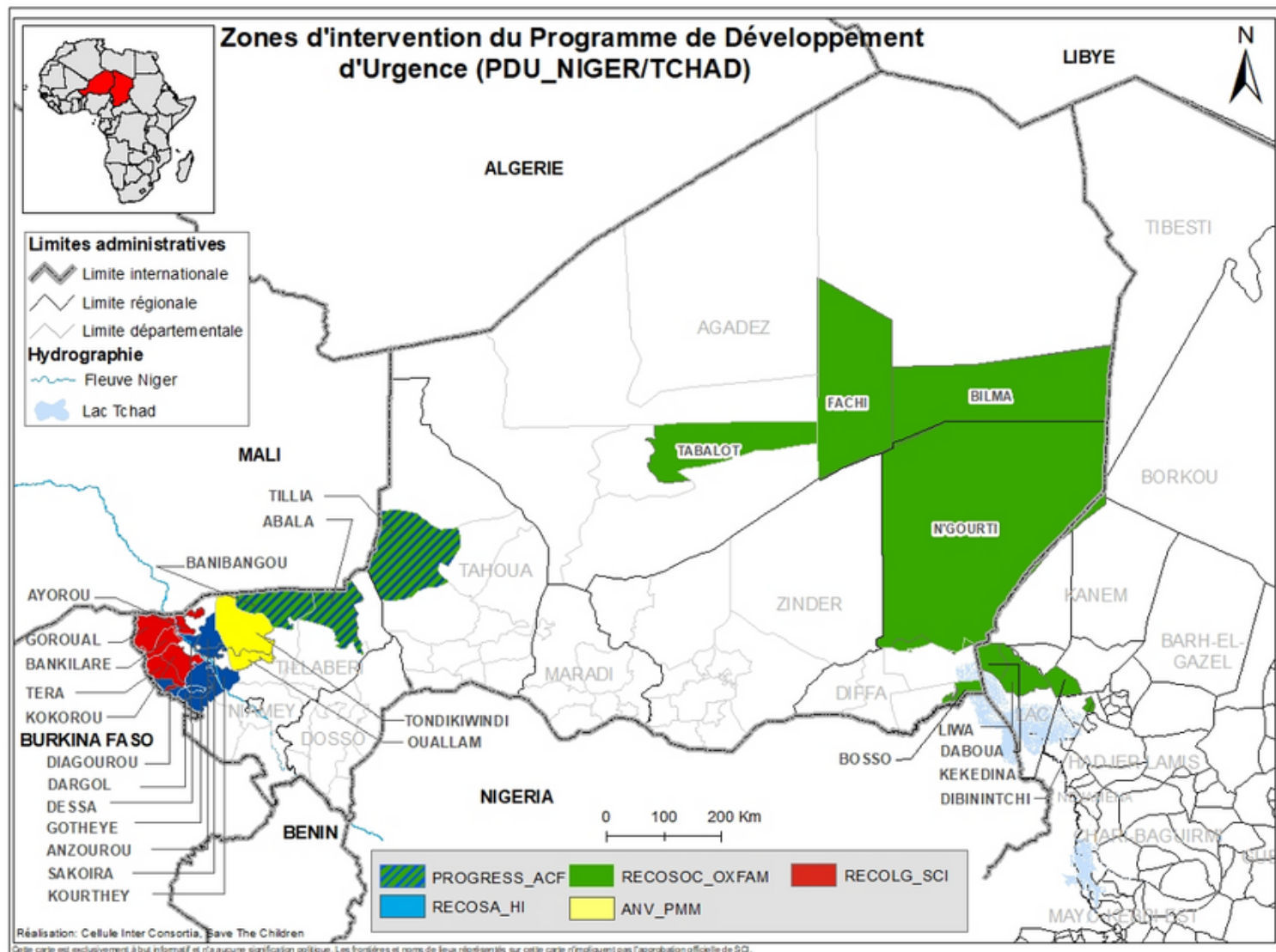


M.S membre des espaces sûrs de Bonféba (commune de Sakoira) témoigne : "Je participe aux réunions organisées dans les espaces sécurisés. Là-bas, nous recevons des enseignements sur

sur l'hygiène corporelle et l'importance de prendre soin de nous-mêmes pour éviter les maladies. Avant ces réunions, je ne réalisais pas l'importance de me laver le visage, la bouche et les mains dès mon réveil. Maintenant, je fais ces gestes quotidiennement et j'ai acquis de nombreuses connaissances sur la façon de prendre soin de mon corps."

B.A, chef de projet Songes/RECOSA, conclut en soulignant les résultats encourageants obtenus grâce à la mise en œuvre des activités des Espaces Sûrs. Selon lui, cette initiative a apporté des changements significatifs, la plupart étant positifs, dans la vie des adolescentes. Grâce à l'acquisition de connaissances et au sentiment d'autonomie dans la prise de décisions concernant leurs droits légitimes, certaines adolescentes membres des Espaces Sûrs ont constaté une amélioration de leurs conditions de vie. Elles ont moins de conflits avec leurs parents, et ceux-ci les écoutent davantage et acceptent leurs décisions. L'objectif est de permettre aux adolescentes d'être mieux informées, protégées et en bonne santé, de développer leur potentiel et de réduire leur vulnérabilité, afin qu'elles puissent défendre leurs droits et participer activement au développement socio-économique de leurs communautés.





PUBLICATION

JULIA WALDRUCHE

CONCEPTION ET EDITION

ANTAROU CHAIBOU (CI-PDU-UE)

ABDOUL-AZIZ M. (ACCM)

CONTRIBUTEURS

HALIDOU RABO CHAIBOU (CI-PDU-UE)
 HASSANA MOUSSA ABBA (CI-PDU-UE)
 SALMOU ALASSANE MAIGA (CI-PDU-UE)
 EVELYNE NAOTORDENE (RECOSOC)
 MIDIÉBA FABRICE YONLI (RECOSA)
 CONSORTIUM PROGRESS
 (ACF, ACTED, SEARCH, ADKOUL)
 CONSORTIUM RECOLG (SCI, DRC, RBM,
 AREN, KARKARA, CARE)
 ANV: MARCO LOMBARDO; RACHIDA ZAKARI

CONTACTS:

Julia Waldruche (Inter consortia Coordination Manager)

Tél: +227 92188581

Email: Julia.Waldruche@savethechildren.org

Antarou Chaibou (Plaidoyer/communication)

Tél: +227 92194431

Email: Chaibou.Antarou@savethechildren.org



Cette publication est produite dans le cadre d'un programme financé par l'Union européenne.
 Son contenu ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne.